NOTRE AVENIR SE JOUE MAINTENANT !

L'entreprise de régression sociale, qui est en marche au travers de la loi travail, est aussi à l'œuvre dans la Fonction Publique, dans les ministères économiques et financiers et plus encore à la DGFiP. Partout, une même logique veut imposer de déréglementer, de réduire l'action publique, de flexibiliser, de supprimer les droits et d'inverser la hiérarchie des normes.

Notre avenir et celui de la DGFiP se jouent maintenant.

Les « *lignes directrices* » du Directeur Général sont autant de lignes destructrices de notre administration, ouvrant la voie à sa disparition : suppressions de services, « dématérialisation» forcée et forcenée, suppressions d'emplois et restructurations incessantes. Tout cela sur fond de déréglementation des règles de gestion où la hiérarchie des normes est d'ores et déjà inversée.

Pire encore *: la volonté de mettre en place le prélèvement à la source, que nous refusons et que nous combattons, est annonciatrice de l'explosion de l'organisation de notre Direction Générale. En outre, malgré ses discours rassurants, le Directeur Général n'a pas su défendre son Administration et une nouvelle saignée est programmée dans les effectifs pour 2017.*

Pour les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et F.O.-DGFiP, l'urgence des personnels est d'agir à la DGFiP, l'urgence est de combattre ces logiques aujourd'hui à l'oeuvre qui mettent en danger nos emplois et nos conditions de travail et qui fragilisent chaque jour davantage le service public financier et fiscal.

Dès lors, ils appellent **tous les personnels de la DGFiP** à se mobiliser dès maintenant pour exiger :

- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et des restructurations.
- le renforcement des moyens humains et budgétaires.
- le maintien et le renforcement des droits sociaux des agents, une réduction des écarts de rémunération par une revalorisation des régimes indemnitaires et une véritable reconnaissance de leurs qualifications et pour refuser la mise en place de PPCR et du RIFSEEP.
- une amélioration réelle et concrète des conditions de vie au travail.
- le maintien d'une action sociale de haut niveau dans tous les domaines.

Pour arrêter cette politique qui remet en cause le service public républicain, le temps du combat pour la reconquête de nos missions, de nos emplois, de nos droits sociaux est venu.

Les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFiP appellent les agents et les agentes des Finances Publiques à s'engager dans toutes les actions, locales et nationales, qui seront organisées sur l'ensemble du territoire. Un préavis de grève a été déposé pour la période du 10 octobre au 31 décembre 2016.

Il s'agit aujourd'hui de construire une action dans la durée, dans l'esprit de celles déjà initiées dans plusieurs départements, et d'élever le rapport de forces.

Dans le département, des HMI intersyndicales seront organisées dans cette période avec comme premier rendez-vous la grève nationale du 15 novembre 2016.

TOUS EN GREVE LE 15 NOVEMBRE 2016